

NOTE SUR LE PROJET

R. remarque liminaire

Il n'aurait sans doute pas été inutile d'introduire l'analyse par un rappel de la taille et de la nature des enjeux en donnant un bref tableau de la misère du monde, et de ses causes.

Je la proposerai en ces termes :

Longtemps, nos aînés ont défini le communisme comme l'abolition de l'exploitation de l'Homme par l'Homme et la substitution de l'administration des choses au gouvernement des hommes, par le passage de l'être humain du statut d'objet de pouvoir au statut de maître commun de ses rapports à la société et à la nature.

Cela me paraît plus vrai que jamais, et plus significatif que « l'humain d'abord » que n'importe qui peut s'approprier à sa manière.

Plus actuelle encore est la notion même de « communisme », gestion commune des biens communs de l'Humanité pour la satisfaction de ses besoins communs.

C'est d'autant plus actuel qu'on peut caractériser l'Histoire de l'Humanité depuis le 18^e siècle comme étant celle du combat entre le pouvoir d'en haut et le pouvoir d'en bas, que la notion de souveraineté populaire en a été le refrain, qu'elle a été portée au rang de valeur universelle en 1945 par la Charte des Nations Unies, mais que celle-ci n'a donné aux peuples que le pouvoir politique, par l'instrument d'exercice que doit être leur Etat, mais que quelques mois plus tôt, à Bretton Woods, les occidentaux se réservaient le pouvoir économique par les Institutions Financières Internationales (FMI, OMC, Banque Mondiale), si bien que la dernière étape est pour les peuples d'utiliser leur pouvoir politique pour conquérir leur pouvoir économique.

Mais il faut pour cela que les peuples le sachent alors que les médias, aux mains du pouvoir économique, s'emploient à les en détourner.

D'où l'importance de notre bataille idéologique.

autre remarque liminaire

Je n'ai rien vu sur le rôle des partis politiques et surtout sur l'importance d'un parti communiste ; Cela me paraît une lacune substantielle.

Et maintenant, au fil de la lecture ,

page 7 « Il y a dix ans le peuple disait NON La Constitution dit que « la souveraineté nationale appartient au peuple français Il n'y a pas renoncé. Donc il n'a jamais adhéré à la construction européenne. Conclusions à en tirer ?

Page 9 « la mondialisation capitaliste..... » Il n'est question que des aspects économiques. Un exemple parmi d'autres d'un déficit actuel du Parti sur les questions institutionnelles et juridiques dans les rapports de pouvoir. La mondialisation capitaliste est aussi l'institution d'un pouvoir mondial centralisé, dont l'UE est le préfectorat continental, et qui s'efforce de

transformer l'ONU de moyen de coopération des peuples en instrument de gouvernance sur les peuples.

« *Les échecs du socialisme dans les pays de l'Est* » Ici encore un de nos déficits dans l'analyse des causes de cet échec qui n'est pas celui du communisme mais de pays dont le développement initial n'y était pas prêt. Donc éviter de le banaliser en échec du socialisme »

« *un autre mode de vie...* » Donc une autre logique de gestion par la base pour ses besoins et non par le sommet pour ses profits.

Page 10 *changer les choses* Ici encore ne pas s'en tenir à des inventaires programmatoires, mais rattacher toujours à l'essentiel : l'alternative est de renverser le pouvoir par en haut pour le pouvoir par en bas (substituer à l'Etat et au droit régaliens un Etat et un droit citoyens).

« *partout dans le monde...* » pourquoi ne pas citer l'ALBA ?

Page 11 *l'humain d'abord* » reste à la surface des conséquences humanitaires.

La page en général ne se démarque pas suffisamment de la notion de « classe politique » dont il faudrait seulement être « entendu »

Il faudrait rappeler avec force l'article 3 (encore) de la Constitution, repris de celle de la 4^e où il avait été obtenu en commission préparatoire par le communiste Fajon « la souveraineté appartient au peuple français qui l'exerce par ses représentants », et non « dont les représentants l'exercent en son nom »

Page 12 « *Le FN se repait du désarroi* » Certes, mais mieux faire ressortir que ce désarroi a ses raisons, et que le FN ne peut s'en repaître que quand le désarroi subsiste ; Or c'est à nous qu'il incombe de répondre à ce désarroi par les réponses justes à de vraies questions auxquelles il apporte des réponses perverses. Mais il ne peut le faire que par défaut. Là où il gagne, c'est notre échec.

« *qu'ils soient au Front de gauche, socialistes, écologistes ou républicains* » Il n'y a plus de communistes ?

« *récit émancipateur* » L'émancipation n'est qu'une libération. On en revient toujours à l'alternative de pouvoir. Il ne faut pas être tétanisé par la diabolisation du mot d'ordre passé de « prise du pouvoir ». Chaque revendication obtenue, chaque victoire politique est un résultat du pouvoir citoyen. Il ne faut pas craindre de dépasser la notion d'émancipation pour l'inversion des rapports de pouvoir.

Page 13 En vérification de la remarque liminaire, le fait qu'il n'y ait rien sur les biens communs de l'Humanité, sur la Charte des Nations Unies et sur Bretton Woods, doit alerter sur la nécessité d'approfondir nos analyses.

Page 14 En vient heureusement à la question du pouvoir, mais cursivement en fin de texte, et en vacance complète sur les instruments de ce pouvoir.

Page 15 « *nouveaux pouvoirs citoyens en France en Europe et dans le monde* » Cela aussi appellerait réinventaire. Pouvoirs citoyens certes. C'est l'essentiel. Et en France certainement. Mais a-t-on réfléchi à ce que signifie « pouvoir citoyen en Europe, et pouvoir citoyen dans le monde ? Que c'est totalement contradictoire et incompatible avec pouvoir citoyen en France, que cela implique des pouvoirs gouvernants en Europe et à l'échelle mondiale, c'est à-dire la logique du capitalisme mondialisé d'une mondialisation par en haut au lieu de la coopération internationale de peuples libres, souverains et égaux, dont la citoyenneté est nationale et s'exerce au plan international par leurs instruments relatifs que sont leurs Etats, C'est peut-être une réflexion inconfortable, mais incontournable.

Page 16 Même observation sur « jusqu'à l'échelon européen » Le pouvoir citoyen est un exercice citoyen du pouvoir d'Etat. Il n'y a de citoyenneté que par et sur un Etat. Il ne pourrait y avoir de pouvoir citoyen à l'échelon européen qu'en admettant un Etat Européen.

Est finalement absente la notion de l'intermédiaire de peuple dans les relations de l'individu au monde. La Charte des Nations Unies dit « Nous peuples des Nations Unies » et non « nous citoyens unis du monde ». Et l'un des droits fondamentaux est le droit de l'individu aux droits de son peuple.

Il est essentiel de distinguer la notion profondément démocratique de la souveraineté nationale, qui est la souveraineté populaire partagée entre territoires et le nationalisme qui en est le contraire.

Page 17 Le chapitre place la République parmi les objectifs alors qu'elle en est une condition

Et là encore notre sécurité sociale passe-t-elle nécessairement par un modèle européen ??

Page 20 attention à l'adjectif « passéiste », à n'user qu'avec modération, car cela conduit trop souvent à récuser toute la culture communiste acquise comme passéiste.

Page 28 Là encore, avant le programmatoire il faut placer le conceptuel : avant les inventaires quantitatifs, les repères qualitatifs) : la laïcité appelle une mise en clarté par une simple phrase : la liberté de penser est d'ordre privé. Le public doit la respecter. Mais le privé ne doit pas influencer sur le public qui doit en demeurer indépendant.

Page 31 Dès qu'on parle de l'Europe on est confronté à l'inconfort d'une contradiction dont on ne peut pas faire l'économie : de même qu'il n'est pas possible de concilier le pluriel d'Europe des peuples avec le singulier d'un Parlement prenant des lois contraignantes pour tous, il n'est pas possible de parler de peuples souverains « et associés ». Car l'association suppose des décisions obligatoires pour tous et où la souveraineté de chacun est soumise à la décision de tous même s'il n'est pas d'accord; cela renvoie toujours à cette question qui revient partout en force : qui a quel pouvoir sur quoi ,

page 32 il est significatif du pouvoir de stérilisation médiatique qu'il n'y ait pas un mot sur la Charte des Nations Unies Certes il en sera question page 48, mais pourquoi poser la question de « construire » un monde de paix, alors que la Charte le construit et qu'il s'agit précisément de montrer en quoi est constamment et partout violé le droit international révolutionnairement démocratique qu'elle a fondé et d'agir pour qu'il soit respecté ?.

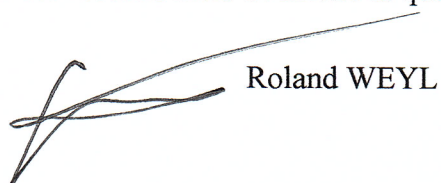
Page 34 Pourquoi cette conclusion ne serait-elle pas en introduction ?

Page 35, « les communistes veulent faire œuvre utile ». Mais quelles sont donc leurs raisons spécifiques de communistes ? Il faudrait le dire

Page 47 L'appel à l'intégration est sidérant : cela veut dire un Etat européen unique ; On croit cauchemarder !

D'où vient de dérapage ?

Page 48 L'idée générale est bonne, mais la réforme de l'ONU appellerait une meilleure réflexion préalable dans la mesure où elle procède de l'idée d'une Organisation miracle au lieu de tout mettre dans l'action des peuples pour qu'elle applique la Charte Cela montre que là encore la question des problèmes juridico-institutionnels est en déficit de réflexion, et vaudrait de ne pas inventorier des recettes mais de mettre la question à l'ordre du jour de façon interrogative..

 Roland WEYL

21 septembre 2015